



NOTE CONCEPTUELLE

JUIN 2021

FORUM DE DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU 2021 DE L'ADEA

Repenser le rôle du développement des compétences techniques et professionnelles dans l'avenir du travail et l'apprentissage tout au long de la vie, à l'aune de la numérisation et de la quatrième révolution industrielle (4RI)



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Contexte et justification

Après avoir enregistré une croissance modérée en 2019, les perspectives économiques mondiales étaient initialement fixées pour une modeste amélioration de 3,4 % en 2020 et la croissance des pays en développement à faible revenu devrait rester solide, même si les performances sont hétérogènes (Forum économique mondial 2019). Néanmoins, cela était avant l'arrivée du Coronavirus (COVID-19), qui a eu un impact profond sur les perspectives auparavant positives, en passant par les indicateurs socio-économiques traditionnels, y compris pour l'éducation. En effet, l'Afrique a connu une croissance économique spectaculaire au fil des dix dernières années. D'une valeur estimée à 3,4 % en 2019, la croissance du PIB réel du continent était projetée d'atteindre 3,9 % et 4,1 % en 2020 et 2021, respectivement. Le Rwanda, l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Tanzanie et le Bénin sont les six pays, parmi les dix premiers au monde, à servir de fer de lance de cette croissance, selon la récente publication du Groupe de la Banque africaine de développement sur le développement de la main-d'œuvre africaine de demain, dénommée Perspectives économiques en Afrique 2020. Un accès accru à l'éducation, une meilleure couverture des télécommunications et l'utilisation de la technologie mobile pour les entreprises, ainsi qu'un environnement globalement meilleur pour l'investissement figurent parmi les principaux facteurs de cette croissance, créant des opportunités d'emploi et d'employabilité, en particulier pour les jeunes qualifiés. Toutefois, la pandémie de la COVID-19 a rendu nécessaire le besoin de revoir ces projections à la baisse. Notant que les effets de la pandémie pourraient annuler les gains réalisés en matière de réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies, la Banque observe que les inégalités risquent d'augmenter et que les fermetures d'écoles pourraient avoir des conséquences durables sur l'accumulation de capital humain, la croissance de la productivité et la transition entre l'éducation et le marché du travail, ce qui pourrait entraîner une baisse de la motivation à embaucher de nouveaux arrivants. Le rapport préconise d'intensifier les politiques actives du marché du travail afin de rééquiper la main-d'œuvre pour l'avenir du travail. Il recommande également d'intensifier la transformation structurelle par la numérisation et la diversification économique pour renforcer la résilience, parmi d'autres priorités politiques pour accélérer la transformation vers une reprise durable post-pandémie.

La quatrième révolution industrielle (4RI) a des implications importantes pour l'éducation, l'emploi et l'avenir du travail. La numérisation et l'utilisation accrue de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, l'informatique en nuage, la robotique, l'impression en 3D, l'internet des objets et les technologies sans fil avancées ont permis la création de nouveaux emplois, la facilité à faire des affaires et l'amélioration de l'interaction sociale. Le transfert monétaire par téléphone portable est l'un des facteurs ayant changé la donne sur le continent, et l'utilisation des données relatives aux transactions et à l'épargne a permis d'améliorer l'accès au crédit pour les commerçants du secteur informel et les ménages pauvres, stimulant ainsi l'investissement, la croissance des PME et l'emploi. Par ailleurs, les plateformes numériques stimulent l'entrepreneuriat et l'auto-emploi. Les plateformes numériques stimulent également l'esprit d'entreprise et le travail indépendant. Le continent est toujours à la traîne en matière de technologies de la 4RI, et beaucoup de ses pays restent sous-connectés du point de vue du numérique - la COVID-19 ayant exacerbé cette réalité beaucoup plus rapidement que prévu. Dans le contexte de cette pandémie et de la nécessité de tirer parti de la technologie dans des secteurs clés, y compris l'éducation, dans le cadre de la préparation nationale contre les crises futures, certains des pays les plus avancés en matière de robotisation, par exemple, figurent en outre au nom des pays les moins bien préparés au niveau mondial en termes de politique et de stratégie dans les domaines de l'innovation, de l'éducation et du marché du travail. L'inégalité des genres entrave la croissance économique, en particulier dans les pays africains à faible revenu. La plupart des femmes travaillent dans le secteur informel avec peu ou sans rémunération. En plus, comparées aux hommes, elles ont un accès limité au crédit, aux intrants et aux marchés en ce qui concerne leurs produits. De nombreux jeunes, garçons et filles, en âge d'être scolarisés, ont quitté l'école sans aucune qualification, ce qui signifie qu'ils font partie de ce qu'on appelle les NEET (jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation). Les politiques et les lois favorisant l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes sont soit insuffisantes soit restent inefficaces dans leur application.

Défis actuels du développement des compétences en Afrique

Le développement des compétences est un facteur clé pour réduire le sous-emploi, le chômage ainsi que pour améliorer l'employabilité, augmenter la productivité et la compétitivité, réduire la pauvreté et l'exclusion, renforcer l'innovation et attirer les investissements. Une approche holistique du développement des compétences englobe des caractéristiques telles que des parcours d'apprentissage continu et sans interruption, le développement de compétences de base et de niveau supérieur, la transférabilité des compétences et l'employabilité, et mettre en place des mesures d'atténuation durables contre les urgences imprévues telles que la COVID-19. Dans le cadre de la réflexion sur les moyens de transformer les systèmes d'éducation et de formation en un mécanisme puissant pour générer le capital humain dont l'Afrique a besoin pour son développement durable, la Triennale de l'ADEA à Ouagadougou, au Burkina Faso (2012), a identifié trois domaines de compétences critiques nécessaires à l'apprentissage tout au long de la vie et au développement accéléré et durable en Afrique. Il s'agit des compétences de base communes, du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et de l'acquisition de connaissances et de compétences scientifiques et technologiques. La Triennale a créé une approche holistique de l'éducation et de la formation qui reconnaît le rôle clé de la science, de la formation professionnelle, des technologies de l'information et de la communication et de l'apprentissage tout au long de la vie dans le développement durable. Lors de la Triennale de suivi qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal (2017), les gouvernements africains se sont engagés à promouvoir et à mettre en œuvre des réponses et des pratiques politiques appropriées et cohérentes afin de mettre l'accent sur les STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) et les STI (sciences, technologies et innovation), et de doter les jeunes Africains des connaissances et des compétences nécessaires pour relever les défis du 21^e siècle et faciliter leur intégration dans le monde du travail et de l'entrepreneuriat. La plupart des défis autour des compétences, identifiés il y a près de 10 ans à Ouagadougou, demeurent ; cependant, de nouvelles dimensions sont apparues - l'avènement de la numérisation accélérée dans le cadre de 4RI et COVID-19. La pandémie a mis en évidence des écarts d'apprentissage persistants et des inégalités éducatives entre les pays et au sein des sociétés. La section précédente met en lumière certains des défis existants et émergents dans le domaine de l'éducation.

Développement de la petite enfance

Dans de nombreux pays africains, le développement de la petite enfance (DPE) est toujours entre les mains d'acteurs privés, la qualité de l'enseignement et la capacité de leadership restant des défis majeurs. Ainsi, de nombreux enfants ne sont toujours pas prêts pour l'école, et les écoles ne sont pas non plus prêtes pour les enfants. Une plus grande attention est nécessaire pour les compétences de vie, les compétences de développement personnel, les compétences de construction de la paix et d'autres compétences sociales à ce niveau pour s'assurer que la pratique d'évaluation est bien choisie et favorable. La transformation du DPE nécessite également le développement des capacités des différents types et niveaux de personnel (par exemple, la gestion et l'administration, le soutien, ainsi que les enseignants, les parents et les membres de la communauté). La pédagogie du DPE nécessite également une mise à niveau continue en raison de l'importance d'un apprentissage efficace des compétences précoces. En 2019, le PQIP de l'ADEA sur le développement de la petite enfance a lancé le processus d'aide aux pays pour mettre en place des mécanismes adéquates de soutien politique pour fournir des services de DPE de qualité, renforcer la capacité de la main-d'œuvre de la petite enfance, institutionnaliser un système axé sur les données pour mesurer l'apprentissage précoce et mettre en place des programmes de leadership de DPE diplômés en ligne. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour améliorer les compétences à ce niveau. Comment les gouvernements et les partenaires peuvent-ils tirer parti de la numérisation pour mieux comprendre le niveau de qualité du DPE et les niveaux globaux d'apprentissage et de développement des jeunes enfants (en particulier lorsqu'ils quittent l'éducation pré-primaire pour rejoindre l'école) ? Dans quelle mesure les systèmes de DPE aident-ils à combler les écarts d'équité dans l'apprentissage ? De quelle manière pouvons-nous tirer parti de la technologie pour informer les décideurs et autres parties prenantes sur la formation et la préparation des enseignants avant leur entrée en classe, et sur la meilleure façon de soutenir les enseignants de DPE une fois qu'ils enseignent ?

Éducation de base

Le défi actuel au niveau de l'éducation de base est la pauvreté de l'apprentissage. Les initiatives en cours visant à améliorer l'apprentissage de base sont encore insuffisantes, si l'on en juge par les mauvais résultats d'apprentissage en matière de lecture, d'écriture et de calcul, et par les faibles taux d'achèvement enregistrés à ce niveau. Selon les conclusions d'une étude sur la réforme de l'enseignement secondaire en Afrique (MasterCard Foundation, 2020), la numérisation, l'automatisation et les progrès technologiques modifient la nature du travail à l'échelle mondiale, y compris en Afrique, et l'enseignement secondaire sera une plateforme essentielle pour que les jeunes Africains puissent entrer dans le monde du travail. Le rapport appelle à l'intégration des compétences clés correspondant aux besoins du marché du travail dans les programmes et la pédagogie de l'enseignement secondaire, y compris les compétences fondamentales, les compétences du 21^e siècle et les compétences numériques ainsi que les connaissances et les compétences en matière de STIM, entre autres, en plus d'assurer l'alignement entre les réformes des programmes basés sur les compétences, la pédagogie et les systèmes d'évaluation. Une analyse récente de la demande et de l'offre d'éducation et de compétences au niveau de l'enseignement secondaire et de l'EFTP dans six pays africains, réalisée par le Centre africain pour la transformation économique (ACET, 2021) (en termes d'accès, de qualité et de pertinence), met en évidence plusieurs défis dans l'enseignement secondaire. Il s'agit notamment de la persistance des inégalités entre les sexes, de la participation superficielle du secteur privé à l'élaboration des programmes d'études, de la faible reconnaissance de l'apprentissage informel (compétences expérientielles et formation en cours d'emploi) en tant que facteur essentiel du développement des compétences, de la faiblesse de la préparation et du perfectionnement des enseignants pour qu'ils acquièrent pleinement les compétences nécessaires à la mise en œuvre de la CTF et aux besoins d'enseignement du 21^e siècle, et des inégalités en matière d'accès et d'utilisation des TIC.

La nécessité de renforcer l'accent mis sur les STEM et les compétences du 21^e siècle dès le niveau de l'éducation de base devient encore plus critique à l'ère des 4RI, où les compétences d'adaptabilité aideront à naviguer sur le futur territoire inexploré des compétences. Parmi les principaux défis à relever en ce qui concerne l'adoption des STEM dans l'éducation de base figurent l'inadéquation des ressources et des installations d'enseignement et d'apprentissage, les mauvaises pratiques pédagogiques des enseignants, le manque d'intérêt des élèves pour les matières STEM, la pertinence du programme d'enseignement des STEM et le nombre insuffisant d'enseignants de ces matières. Ces défis sont inter-sectoriels, avec des implications sur le type de stratégies à mettre en place pour les relever (ADEA, Rapport d'analyse situationnelle de l'éducation STEM du PQIP-EMS, 2021).

Les questions à se poser pour ce sous-secteur sont les suivantes : (i) Que faut-il faire pour combler l'important fossé numérique et matériel entre les écoles primaires et secondaires privées et publiques, urbaines et rurales ? (ii) Étant donné que les écoles publiques absorbent la plupart des apprenants et que les populations sont plus nombreuses dans les zones rurales que dans les zones urbaines, comment peut-on remédier au déséquilibre en matière d'enseignants et d'équipements pour ces deux secteurs ? (iii) Des accords de partenariat entre les écoles publiques et privées peuvent-ils être développés, afin que les apprenants aient accès aux équipements haut de gamme des écoles privées ? (iv) Quels mécanismes peuvent être mis en place, dans le cadre du renforcement de la transition en cours vers la CBC et de l'accent mis sur les STIM, pour relever efficacement les défis allant de l'accès limité aux équipements et à la connectivité Internet à la médiocrité du contenu des cours ; de la préparation limitée des enseignants à la mise en œuvre faible et incohérente des changements de politique ? (v) Comment pouvons-nous améliorer l'accès aux appareils numériques et leur utilisation par les parents et les communautés afin de contribuer au soutien des apprenants en dehors des écoles ?

Développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP)

Les compétences techniques et professionnelles supérieures sont cruciales pour renforcer la compétitivité et contribuer à l'inclusion sociale, à l'emploi décent et à la réduction de la pauvreté. L'acquisition de compétences professionnelles a été l'une des plus touchées par la pandémie de COVID-19, en partie parce qu'elles sont axées sur la pratique et difficiles à dispenser dans les environnements d'apprentissage éloignés qui ont caractérisé la fermeture des établissements d'enseignement. La réactivité des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) aux demandes dynamiques du marché du travail doit être renforcée. En effet, bon nombre des professions qui seront très probablement touchées par les transformations du marché du travail induites par les 4RI sont liées à l'EFTP. Le terme de développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) désigne l'acquisition des connaissances, des compétences pratiques, du savoir-faire et des attitudes nécessaires pour exercer un certain métier ou une certaine profession sur le marché du travail. Pour cette note conceptuelle, le DCTP correspond à la définition large de l'EFTP de l'UNESCO et de l'OIT. Les défis actuels sont notamment les suivants :

- **Mélange de compétences numériques et de 4RI avec une faible intégration de la technologie dans les programmes traditionnels de DCTP ;**
- **Financement inadéquat et formation de mauvaise qualité dans les systèmes publics et privés de DCTP, formation insuffisante du personnel de l'EFTP, y compris le développement professionnel continu ;**
- **Reconnaissance/accréditation limitée des systèmes informels ;**
- **Infrastructures et équipements obsolètes ;**
- **Absence de partenariats public-privé efficaces et efficaces pour faciliter l'acquisition de compétences pratiques dans l'industrie et les pratiques d'apprentissage sur le lieu de travail ;**
- **Absence de dialogue social entre les gouvernements, les partenaires sociaux, les établissements du DCTP, les apprenants et les parents ; et**
- **Nécessité d'une nouvelle pédagogie et d'un nouveau style d'enseignement et de formation axés sur l'apprenant et le soutien aux compétences d'auto-apprentissage.**

Comment l'Afrique peut-elle réformer le développement des compétences techniques et professionnelles pour adopter la quatrième révolution industrielle et les compétences du 21^e siècle afin de mieux préparer ses jeunes et sa population adulte au travail de demain ? Quelles réformes stratégiques les gouvernements devraient-ils mettre en place dans ce domaine pour relever les défis susmentionnés, y compris l'impact de COVID-19, en partenariat avec les parties prenantes telles que le secteur privé, les partenaires du développement, la société civile et les jeunes, et se préparer à devenir le port d'escale de la main-d'œuvre qualifiée pour les marchés du travail régionaux et locaux ? Comment les gouvernements africains peuvent-ils saisir l'opportunité offerte par la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) pour accroître la mobilité des compétences ? Quelles leçons peut-on tirer des innovations mises en œuvre dans certains pays dans ce domaine (c'est-à-dire la pertinence des compétences, l'insertion sur le marché du travail, etc.), et de l'expérience des innovations émergentes ou locales soutenant des secteurs tels que la santé et l'éducation pendant le COVID-19 ?

Enseignement supérieur

Le développement de l'Afrique passe nécessairement par un système d'enseignement supérieur et de recherche qui joue un rôle clé dans les stratégies de croissance économique basées sur le savoir, qui contribue à la constitution d'un capital humain par la formation d'une main d'œuvre qualifiée, qui soutient l'innovation par la création de nouvelles connaissances en accédant aux réserves mondiales de connaissances et en adaptant ces connaissances à un usage local, et par l'acquisition, la construction et la validation des connaissances scientifiques.

Bien que certains pays aient adopté des structures de gouvernance de l'enseignement supérieur et initié des innovations en matière de formation (universitaire, professionnelle) avec une diversification de la qualité, ces efforts sont clairement insuffisants. Ce déficit est lié aux modes et aux limites de financement et, surtout, au manque d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des ressources et dans le contexte du nombre croissant de jeunes à la recherche d'études supérieures. La recherche reste le parent pauvre des politiques de plusieurs pays africains tant en termes d'infrastructures et d'équipements que de personnel et donc de financement. En outre, il existe un décalage entre la recherche existante et les domaines de besoins potentiels où la recherche peut être appliquée.

Les principaux problèmes et défis de l'enseignement supérieur concernent un environnement d'enseignement et d'apprentissage inapproprié ; la capacité et la non-modernisation du système d'enseignement supérieur (infrastructures peu nombreuses et obsolètes) ; des niveaux insuffisants de personnel enseignant qualifié ; peu de cours professionnels en STEM - ce qui rend difficile l'amélioration de l'employabilité et de l'intégration des diplômés - faiblesse des cours professionnels et STEM existants ; apprentissage à distance sous-développé (formation inadéquate des enseignants à la maîtrise des technologies éducatives, manque d'offres d'apprentissage à distance avec des normes de qualité internationales pour améliorer l'accès et la qualité des infrastructures TIC) ; difficulté à combiner les différents types de connaissances dans la formation et la recherche pour développer des compétences transversales et exposer les étudiants à des environnements innovants et multidisciplinaires ; et faible gouvernance de la recherche nationale et absence de structures nationales pour la promotion et le transfert des résultats de la recherche.

Là encore, la question de savoir comment la numérisation peut aider à relever les défis susmentionnés reste posée, tant en termes d'amélioration de l'accès (cas des campus distants dans le monde développé) que de qualité, de pertinence et d'innovation.

Objectifs et résultats escomptés

L'objectif générale du Forum de dialogue politique de haut niveau de l'ADEA 2021 est de promouvoir le partage de connaissances et d'expériences autour de solutions pratiques et innovantes pour combler les déficits de compétences et relever le défi critique de la réforme des systèmes d'éducation et de formation en Afrique afin de doter les jeunes des compétences requises pour l'avenir du travail. Le Forum partagera des idées sur les tendances nouvelles/émergentes en matière de preuves et de meilleures pratiques sur le rôle de l'éducation et de la formation dans la préparation de la main-d'œuvre de demain, fera le point sur les politiques, les programmes et les actions innovantes actuels, et analysera leur mise en œuvre afin de formuler des recommandations concrètes.

En ce qui concerne l'éducation de base, le Forum explorera les stratégies susceptibles de promouvoir l'intégration des technologies numériques dans l'éducation de base afin de favoriser l'accès et la qualité ainsi que l'intégration des compétences du 21^e siècle. Il identifiera également des stratégies qui tirent parti des cadres d'intégration régionale en cours pour moderniser et harmoniser l'éducation de base et la formation des enseignants en vue de la mobilité des compétences.

Pour le sous-secteur du DCTP, le Forum cherche à :

1. Explorer les défis et la valeur ajoutée de la numérisation à travers les systèmes DCTP (non formel, informel et formel) dans le développement d'une main-d'œuvre qualifiée pour la quatrième révolution industrielle.
2. Partager les expériences et les pratiques de travail autour du rôle de la numérisation pour soutenir des mécanismes de financement innovants et alternatifs pour le DCTP.
3. Explorer les stratégies permettant de passer de la recherche et des études à la mise en œuvre et à l'intégration des stratégies et des recommandations dans les priorités et les pratiques au niveau national.

Pour l'enseignement supérieur, l'objectif générale est d'identifier les moyens de tirer parti de la numérisation pour réformer les politiques, les stratégies et les programmes afin de répondre aux besoins et aux priorités de l'Afrique, en mettant particulièrement l'accent sur (i) l'amélioration de l'environnement d'enseignement et d'apprentissage, (ii) la construction et la modernisation des infrastructures, (iii) la présence d'un personnel enseignant qualifié à différents niveaux, (iv) l'amélioration de la qualité des diplômés des STEM, (v) le développement de l'apprentissage à distance et des compétences transversales, (vi) l'amélioration de la gouvernance de la recherche nationale et la promotion du transfert des résultats de la recherche pour répondre aux besoins et aux priorités fixés.

Les résultats généraux attendus du Forum sont les suivants :

1. Une compréhension partagée des mécanismes permettant de tirer parti de l'éducation et de la formation pour donner aux jeunes Africains les moyens de contribuer efficacement à la transformation socio-économique future de leurs pays respectifs et du continent dans son ensemble.
2. Le partage des connaissances, des expériences, des bonnes pratiques et des leçons pour informer les politiques et les programmes visant à améliorer l'utilisation de la numérisation dans le développement des compétences pour préparer les jeunes au lieu de travail de la quatrième révolution industrielle.
3. Stratégies pour harmoniser l'éducation et le développement des compétences en utilisant la numérisation.
4. Des partenariats favorisés entre les principales parties prenantes pour faire progresser l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des stratégies.
5. Stratégies pour passer de la recherche et des études à la mise en œuvre et pour intégrer les stratégies et les recommandations dans les priorités et les pratiques au niveau national, bien documentées pour informer la prochaine étape de l'élaboration d'un guide politique pour les pays.

Thème, format, dates et sous-thèmes proposés

Le thème proposé pour le Forum de dialogue politique de haut niveau de l'ADEA en 2020 est le suivant : « **Repenser le rôle du développement des compétences techniques et professionnelles dans l'avenir du travail et l'apprentissage tout au long de la vie, à l'aune de la numérisation et de la quatrième révolution industrielle (4RI)** ». L'objectif est d'examiner comment passer de la recherche et des études à la mise en œuvre et intégrer les stratégies ainsi que les recommandations dans les priorités et les pratiques au niveau des pays. Le Forum se déroulera en trois parties consécutives, chacune d'entre elles étant consacrée à un sous-secteur ou à un domaine spécifique. **Le premier aura lieu le 8 juillet et portera sur le DCTP. En raison de la pandémie de COVID-19, l'événement se tiendra virtuellement via la plateforme Zoom. Les dates des séries sur l'éducation de base et l'enseignement supérieur seront communiquées en temps utile.**

Les thèmes proposés pour chacun des sous-secteurs/domaines sont les suivants :

Éducation de base :

1. **La quatrième révolution industrielle et la numérisation.** Comment les compétences numériques peuvent-elles être intégrées dans l'éducation de base à l'ère de la 4RI avec un effet de cascade pour aider à faire progresser l'accès et la qualité pour les apprenants de manière inclusive ?
2. **Améliorer la qualité des enseignants/formateurs.** Comment pouvons-nous aborder la préparation des enseignants/formateurs par le biais de programmes de formation innovants et pertinents ? Quelles sont les stratégies d'atténuation du défi que représente le faible statut de la profession d'enseignant ? Comment pouvons-nous améliorer le statut de la profession par la professionnalisation des enseignants/formateurs individuels avec le soutien des institutions et des partenaires de l'éducation ? Comment leur rôle peut-il aller au-delà de la pratique de l'enseignement pour s'engager dans le développement social et économique du secteur
3. **Numérisation et transférabilité des qualifications.** Comment pouvons-nous accroître la transférabilité des qualifications et la mobilité des compétences entre les secteurs ?

Développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) :

1. **Pertinence – Libérer le potentiel de la main-d'œuvre qualifiée africaine grâce à un DCTP pertinent.** Comment renforcer la pertinence du DCTP afin de fournir une main-d'œuvre compétente et qualifiée pour des économies africaines prospères ? Comment remédier à l'inadéquation généralisée entre l'offre et la demande sur les marchés du travail africains, en examinant les meilleures pratiques, en intégrant des éléments pratiques dans le DCTP et en discutant des solutions innovantes du dialogue social. Comment la demande de main-d'œuvre dans l'industrie évolue-t-elle face aux technologies numériques ? Comment pouvons-nous établir des liens de partenariat plus solides, notamment avec le secteur privé, y compris sur un marché du travail numérisé, en tant que fournisseurs et investisseurs de compétences ?
2. **Qualité – Libérer la puissance des technologies éducatives (EdTech) dans le DCTP.** Les technologies perturbatrices qui transforment les marchés traditionnels et modifient la demande de compétences modifient également les méthodes par lesquelles les travailleurs peuvent apprendre et acquérir ces nouvelles compétences. Les innovations en matière de technologies éducatives, telles que les matériels d'apprentissage fondés sur la technologie, l'apprentissage en ligne et mixte, les logiciels d'apprentissage adaptatif et les microcrédits, peuvent contribuer à combler les déficits de compétences dans les pays en développement en améliorant la qualité de la prestation du DCTP, notamment en ce qui concerne l'acquisition et l'évaluation des compétences techniques. Mais pour libérer le potentiel de transformation de la technologie dans le DCTP, il faut un environnement favorable, notamment des infrastructures, des partenariats et des compétences numériques pour les enseignants, les formateurs et les apprenants.

Comment intégrer les compétences numériques dans le DCTP à l'ère du 4RI, avec un effet de cascade pour favoriser l'accès et la qualité de la formation d'une manière inclusive ? Comment utiliser au mieux la technologie pour améliorer les systèmes DCTP et l'expérience d'enseignement et d'apprentissage ? Comment les enseignants, les formateurs et les apprenants peuvent-ils faire face aux changements et aux défis apportés par les technologies numériques ?

- 3. Accès – Atteindre les groupes vulnérables.** Compte tenu du grand nombre de jeunes non qualifiés non scolarisés, notamment pendant la pandémie, comment les pays peuvent-ils offrir un accès équitable et inclusif au DCTP aux groupes vulnérables, tout en renforçant la compétitivité et en contribuant à l'inclusion sociale, à l'emploi décent et à la réduction de la pauvreté ? Comment des financements alternatifs (par exemple de la part de prestataires privés, d'investisseurs, de financements innovants pour les étudiants, etc.) peuvent-ils élargir l'offre de compétences à ces groupes ?

Enseignement supérieur :

- 1. Infrastructure** : Stratégies pratiques pour intégrer les nouvelles technologies, en particulier la technologie numérique, afin de construire et de moderniser les infrastructures de l'enseignement supérieur, y compris les équipements.
- 2. Qualité de l'enseignement** : exploiter les technologies numériques pour augmenter le nombre et la capacité du personnel enseignant qualifié à différents niveaux de l'enseignement supérieur.
- 3. Améliorer l'apprentissage à distance** : Comment améliorer l'apprentissage à distance pour soutenir l'offre de compétences STEM et transversales.
- 4. Recherche et développement** : Utiliser la numérisation pour améliorer la gouvernance de la recherche nationale et promouvoir le transfert des résultats de la recherche pour répondre aux besoins et aux priorités fixés en Afrique.

Tous les sous-thèmes ci-dessus comportent des questions transversales, dont l'une est la dimension du genre. Les discussions seront menées par la résolution des questions basées sur des expériences innovantes et des réussites. La nature et la diversité des questions et des défis liés au thème font qu'il est essentiel que, dans la mesure du possible, tous les types de partenaires et de parties prenantes contribuent aux débats et à la mise en œuvre des résultats du Forum : Ministres en charge de l'EFTP/DCTP, de la Technologie et de l'Innovation, de l'Education, des Finances et de la Planification Economique, de la Jeunesse et du Genre, Membres du Parlement et hauts fonctionnaires, Union africaine et Communautés économiques régionales (CER), Partenaires de développement technique et financier, représentants du secteur privé, organisations internationales et régionales et OSC, jeunes et jeunes entrepreneurs africains, syndicats d'enseignants et de formateurs, comités de qualification, prestataires de formation, syndicats d'enseignants et de formateurs, Conseils en charge de la certification, prestataires de formation, experts internationaux et régionaux, participants des pays hôtes des PQIP.

Conclusion

Ce Forum annuel de dialogue politique de haut niveau doit être considéré comme une voie intermédiaire, que toutes les parties prenantes peuvent suivre ensemble. Le Forum devrait aider à éclairer les pays dans le ciblage des programmes spécifiques à piloter, et à solliciter l'ADEA pour soutenir les pays grâce à son réseau d'experts et de partenaires dans le processus de mise en œuvre. Le Forum devrait soutenir la traduction directe des options politiques en actions tangibles et réalisables susceptibles d'être mises en œuvre, suivies, puis élargies et reproduites, afin de guider les parties prenantes dans la coordination de leurs actions.



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)
Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II
01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Email : adea@afdb.org - Site web : www.adeanet.org

SUIVEZ-NOUS SUR

